



RETURN BIDS TO:

RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

Bid Receiving - PWGSC / Réception des soumissions -
TPSGC

11 Laurier St. / 11, rue Laurier

Place du Portage, Phase III

Core 0B2 / Noyau 0B2

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Bid Fax: (819) 997-9776

**SOLICITATION AMENDMENT
MODIFICATION DE L'INVITATION**

The referenced document is hereby revised; unless otherwise indicated, all other terms and conditions of the Solicitation remain the same.

Ce document est par la présente révisé; sauf indication contraire, les modalités de l'invitation demeurent les mêmes.

Comments - Commentaires

This document contains a security requirement.

Ce document contient une exigence de sécurité.

Vendor/Firm Name and Address

Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Informatics Professional Services Division / Division
des services professionnels en informatique

Les Terrasses de la Chaudière

10, rue Wellington, 4ième

étage/Floor

Gatineau

Québec

K1A 0S5

Title - Sujet TBIPS - Tier 2	
Solicitation No. - N° de l'invitation 21120-194545/A	Amendment No. - N° modif. 008
Client Reference No. - N° de référence du client 3154545	Date 2020-10-16
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$ZM-626-38511	
File No. - N° de dossier 626zm.21120-194545	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2020-11-05	Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Holden, Carole	Buyer Id - Id de l'acheteur 626zm
Telephone No. - N° de téléphone (613) 858-9217 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction:	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

MODIFICATION N° 008

La présente modification vise à répondre aux questions des soumissionnaires.

QUESTIONS ET RÉPONSES

Question n°24 :

À propos des exigences décrites dans CTC3 et CTC4, qui demandent « une description de la manière dont la stratégie d'atténuation des risques telle que décrite au [critère obligatoire en question] a été mise en œuvre » :

Dans les deux cas, quel type et quel volume de détails sont nécessaires pour satisfaire à cet élément des critères cotés?

Réponse n°24 :

Pour CTC3, 1 f) : le soumissionnaire doit s'assurer que sa description montre clairement comment la stratégie d'atténuation des risques, telle que décrite au CTO3 a) à c), a été mise en œuvre. Le Canada n'a pas fixé de paramètres concernant le volume de détails requis. Il incombe au soumissionnaire de veiller à ce que la description comprenne suffisamment de détails pour montrer clairement comment la stratégie a été mise en œuvre.

Pour CTC4, 1 f) : le soumissionnaire doit s'assurer que sa description montre clairement comment la stratégie de gestion du contrat, telle que décrite au CTO4 a) à e), a été mise en œuvre. Le Canada n'a pas fixé de paramètres concernant le volume de détails requis. Il incombe au soumissionnaire de veiller à ce que la description comprenne suffisamment de détails pour montrer clairement comment la stratégie a été mise en œuvre.

Question n°25 :

Référence : Modification n° 004 de la demande de soumissions, datée du 13 octobre 2020 – Q et R 11, exemple du CTC1 pour un programmeur/analyste (volet de travail 1) :

« Dans le contrat 1 (du 1er janvier 2016 au 31 août 2020) pour la catégorie de ressources programmeur/analyste :

John a travaillé pendant 120 jours facturables sur une période d'un an (utilisé pour démontrer le CTO1-A). John a continué à travailler dans ce rôle pendant 400 jours facturables supplémentaires, puis il a été remplacé par Henri qui a travaillé dans le même rôle pendant 300 jours facturables. Le soumissionnaire peut utiliser ces 700 jours facturables du contrat 1 pour démontrer le CTC1 (400 de John + 300 de Henri = 700 jours facturables). »

Question : Après avoir examiné la question n° 11, nous avons la préoccupation suivante.

Sur la base des points associés au CTC1 :

- 121 jours à 239 jours = 2 points
- 240 jours à 479 jours = 4 points
- 480 jours à 719 jours = 6 points
- 720 jours à 959 jours = 8 points
- 960 jours ou plus = 10 points

Nous convenons qu'un soumissionnaire n'obtiendra aucun point s'il n'a aucun jour facturable en plus des 120 jours utilisés pour démontrer le CTO1-A. Toutefois, si le soumissionnaire utilise une ressource qui a travaillé les 120 jours facturables utilisés pour démontrer le CTO1-A, et a continué à travailler dans ce rôle pendant 850 jours facturables supplémentaires, pour un total de 970 jours facturables (120 + 850 = 970), le soumissionnaire devrait alors obtenir la totalité des points. Si ce n'est pas le cas, la

ressource doit avoir travaillé pendant un total de 1 080 jours pour obtenir des points complets, et non 960 jours (120 + 960 = 1 080).

Le Canada peut-il confirmer que les soumissionnaires sont autorisés à utiliser les 120 jours facturables utilisés pour démontrer le CTO1-A pour comptabiliser les jours facturables en sus des jours utilisés pour démontrer le CTC1, pour un total de 960 jours facturables?

Réponse n°25 : Les soumissionnaires sont autorisés à utiliser les 120 jours facturables utilisés pour démontrer le CTO1-A pour comptabiliser les jours facturables pour le CTC1. La réponse n°11 a été modifiée. Veuillez consulter la modification n°11 de la modification n°006 de la demande de soumissions.

Question n°26 :

Objet : Pratiques d'assurance qualité

Le SCC est clairement préoccupé par la capacité des soumissionnaires à gérer les risques et les ressources des contrats. Récemment, d'autres ministères ont reconnu l'intérêt de demander aux soumissionnaires une certification ISO 9001:2015 (système de gestion de la qualité) pour répondre à ces préoccupations. Telle qu'elle est rédigée, l'invitation demande aux soumissionnaires de montrer uniquement leur capacité passée à exécuter les contrats en utilisant les plans fournis au CTO3 et au CTO4. Demander aux soumissionnaires de fournir une certification ISO pertinente servirait par ailleurs au SCC de preuve de la capacité future du soumissionnaire à exécuter le contrat. Une certification ISO 9001:2015 est une valeur ajoutée pour l'État puisque, pour conserver cette certification, les soumissionnaires doivent non seulement disposer d'un système de gestion de la qualité (SGQ) documenté, mais aussi faire évaluer ce système sur une base annuelle par un vérificateur indépendant impartial.

Nous pensons que la modification de l'invitation afin d'exiger de l'entreprise une certification ISO pertinente, par exemple de la famille de normes 9000 relatives aux systèmes de gestion de la qualité, assurerait la meilleure valeur à l'État. L'État pourrait-il envisager de modifier l'invitation pour ajouter l'exigence cotée suivante :

« Le soumissionnaire doit prouver qu'il détient une certification ISO valide de la famille ISO 9000, relative à la gestion des risques, à la gestion des contrats ou à un autre aspect de la fourniture des ressources de l'entrepreneur, en fournissant une copie de la certification.

Pointage : 10 points »

Réponse n°26 : Votre demande a été prise en compte, mais l'exigence demeure inchangée.

Question n°27 :

Compte tenu des rôles techniques hautement spécialisés requis pour répondre à cette invitation et de la demande élevée et continue de ressources dans ce domaine, nous croyons que la modification des exigences cotées de la demande de propositions pour permettre aux entreprises de prouver l'expérience acquise uniquement avec des contrats du gouvernement du Canada offrirait une valeur optimale au Canada. Ce changement réduirait le risque pour le Canada en faisant en sorte que les entreprises possèdent une expérience du processus d'autorisation de tâches (AT) du gouvernement du Canada et une expérience établie de l'exécution d'AT en cinq jours. De plus, comme l'urgence sanitaire liée à la COVID-19 allonge considérablement le délai habituel de traitement des autorisations de sécurité, les demandes s'accumulent à la Direction de la sécurité industrielle canadienne (DSIC), et nous constatons des retards importants dans l'obtention d'une autorisation de sécurité. En conséquence, des entreprises sans expérience ni banc d'essai du gouvernement du Canada pourraient se qualifier, mais ne pas être en mesure de fournir à temps des ressources titulaires des autorisations requises.

Pour atténuer le risque et garantir que ce processus d'approvisionnement offrira une valeur optimale, le Canada envisagerait-il de modifier toutes les exigences cotées de manière à ne permettre l'utilisation que de contrats du gouvernement du Canada pour établir l'expérience?

Réponse n °27 : Votre demande a été refusée.

TOUTES LES AUTRES CONDITIONS RESTENT LES MÊMES